

**INSTITUT BOUCLE DU NIGER  
THE NIGER BEND INSTITUTE PROJECT  
V. 2 2017**

**Dr. Lazare KI-ZERBO**

## SOMMAIRE

Introduction	3
Volet Cultures politiques	4
Volet linguistique	6
Annexe : note en anglais	11

## INTRODUCTION

L'Institut Boucle du Niger est un Centre international de recherche appliquée en sciences humaines et de formation universitaire créé par le Docteur Lazare Ki-Zerbo, associé à Dr. Mohomodou Houssouba.

Ses domaines de spécialisation sont

1. *Cultures politiques et droits économiques, culturels et sociaux*
2. *Education à l'intégration africaine et au panafricanisme*
3. *Politiques et ingénierie linguistiques*

Il a pour mission de :

- i) Dispenser des modules d'enseignement et de formation en présentiel et en ligne
- ii) Organiser des rencontres culturelles et scientifiques
- iii) Editer des publications se rapportant à sa mission

Son financement repose sur un fonds de dotation composé d'un apport personnel du promoteur, de contributions institutionnelles et privées.

Sa gouvernance repose sur le Directeur et le secrétariat, sous la supervision d'un Conseil d'administration composé de personnalités de rang international. MM. Pierre-Claver Damiba, Simaga (ancien maire de Ségou), Professeur Ezin, Pr. Patrick Manning Dr. Luc Kibora

## 1. CULTURES POLITIQUES : RELIRE ET RELIER LA BOUCLE DU NIGER

### 1.1 Contexte : le Mali, grenier culturel ou foyer d'implosion ?

1. La crise malienne de 2012-2013 est l'aboutissement d'un processus historique, politique, institutionnel multiforme. A travers des analyses approfondies, de nombreux experts l'ont appréhendée sous l'angle de la poussée dite « djihadiste » au Sahel, consécutive aux effets perturbateurs du printemps arabe, notamment l'effondrement de la Jamahiriya libyenne. La crise *au Mali* ne serait pas seulement une crise *du Mali* mais la transposition sur le sol malien de la confrontation mondiale d'une multiplicité d'Etats avec le réseau Al Qaeda<sup>1</sup>, ou encore de la compétition internationale pour l'accaparement des ressources énergétiques dans le monde, notamment le pétrole et le gaz.
2. Les lectures « internalistes », notamment celles de la société civile malienne et des observateurs de la société ou de la culture politique maliennes ont pour leur part privilégié l'étude des causes endogènes, notamment le déclin de l'autorité de l'Etat, la corruption et l'essor des narcotrafiquants, de manière générale l'essoufflement du processus démocratique déclenché le 26 mars 1991, illustrée par la criminalisation de l'Etat. Selon Abdoulaye Niang, « *la période qui précède le conflit peut être caractérisée comme un moment de fragilisation progressive de l'autorité et du lien social qui maintenaient l'ordre et la cohésion dans la société* »<sup>2</sup>.
3. L'Institut adoptera une perspective internationale centrée sur les sources et ressources d'une reconstruction durable, qui s'appuiera davantage sur le deuxième type d'approche, tout en tenant compte des répercussions évidentes du système englobant dans lequel les dynamiques endogènes se développent. La première année, le Mali et la crise malienne seront au cœur des formations et de l'enseignement.

### Problématique

4. La récurrence des conflits armés au Nord du Mali doit conduire à s'interroger sur une sorte de déterminisme cartographique : le territoire malien semble constitué par l'emboîtement de deux cônes, séparés par une ligne horizontale

---

<sup>1</sup> Lire par exemple la déposition de M/ Thomas Joscelyn le 21 novembre 2013 : « *Témoignage devant le Congrès américain. Situation politique, économique et sécuritaire en Afrique* ».

<sup>2</sup> A. Niang, « L'Afrique en conflit : quelle lecture pour quelles perspectives ? », in C. Koné, médiation et gestion des conflits. Essais sur les fins et les moyens pacifiques de sortie de crise, Peter Lang, Francfort, 2011, p. 253

allant de la frontière de la Mauritanie à celle du Burkina Faso, schématiquement de Léré à Bandiagara. La géographie politique des Etats africains est marquée par des tensions et problématiques proches et cette approche sera centrale au cours de la première programmation.

5. De fait, la mémoire lointaine de l'espace transsaharien, de la Boucle du Niger et de sa logique de brassage, de cosmopolitisme (cf. *Souvenirs de la Boucle du Niger* de Kélétiogui Mariko) semble être menacée tant du point de vue de la cohésion, de la stabilité que de la durabilité écologique. La généralisation de la prédation économique opacifie les liens séculaires au lieu de les pacifier, puisqu'elle exige le contrôle de portions du territoire, aux dépens de la souveraineté nationale et du ciment social lentement sédimenté. La mobilisation des identités collectives n'intervient alors que comme un instrument démagogique de ralliement et non comme la volonté de réhabiliter des souvenirs dans lesquels l'Autre est nécessairement présent, compte tenu d'un passé commun, depuis le Ghana antique.
6. L'Institut considère que la reconstruction du vivre ensemble passe par une exposition pédagogique et une réinterprétation *publique*, à l'école et en dehors de l'école, des récits constitutifs de la grande Boucle du Niger, y compris dans leur dimension antagonique, par exemple le jeu, et le piège qui lui est inhérent, des stéréotypes entre communautés. La reconstruction n'est pas seulement celle d'un lien social mais d'un lien civique, constitutif de la République.
7. C'est dire que les activités de l'Institut auront nécessairement un rayonnement panafricain et international. Par conséquent des chercheurs africains et non africains seront associés comme enseignants visiteurs ou conférenciers.
8. Au-delà de la réappropriation, dans les langues régionales (en effet, s'il n'y a de nation que celle voulue par la République, faut-il encore parler de « langues nationales ? »), la manière dont les flux multiformes d'information affectent le sentiment national, l'esprit citoyen doit être prise en compte car ils structurent des communautés virtuelles mouvantes, en dehors du lien social ou national classique. La nécessité de promouvoir les NTIC en langues nationales et la circulation de contenus reflétant les différentes identités nationales dans les nouveaux media numériques et par l'image (création d'une chaîne de télévision éducative) est évidente.

## **Méthodologie**

9. Les sciences humaines (histoire, géographie politique, anthropologie compréhensive et participative, pédagogie appliquée, communication sociale) sont on le voit au cœur de la réflexion ici entamée. Elles doivent venir irriguer

les logiques propres aux sciences administratives et politiques, notamment les études régionales sur le processus de décentralisation et de réconciliation (1999 par exemple) que nous avons menées dans le cadre du **Programme Villes moyennes** de la Coopération suisse. Nous promovons une coopération transfrontalière et un développement régional plus soutenu.

10. Les professionnels des media, du patrimoine et de la création seront associés, dans le prolongement de la dynamique enclenchée par le Symposium sur le dialogue interreligieux et interculturel organisé en mars 2016 à Ouagadougou. Il serait en effet souhaitable, à l'issue de la rencontre envisagée, de **créer un grand pôle médiatique et pédagogique dans le Sahel** pour concevoir de nouveaux programmes d'éducation civique et les mettre en pratique pour des élèves venant de toutes les grandes régions du Mali. **L'Institut prendra l'initiative de créer une chaîne ouest-africaine de référence type Arte mais plus populaire, en vue d'une reconnaissance mutuelle progressive.**

### **Responsables scientifiques**

- Dr. Lazare Ki-Zerbo
- Dr. Bkary Traoré
- Professeur Doulaye Konaté, coordinateur
- Konomba Traoré

Ces experts élaboreront des contributions écrites devant servir de base pour une note conceptuelle détaillée à soumettre à l'appréciation de la Primature.

## **II. VOLET LINGUISTIQUE**

### *2. 1 Contexte*

Ce programme vise à renforcer les efforts nationaux en matière de valorisation des langues africaines et à mieux les intégrer dans les nouveaux supports numériques.

L'approche interdisciplinaire et l'ouverture sur les pratiques permettront une articulation avec les champs émergents des sciences humaines notamment les digital humanities et sound studies.

L'Institut déploiera ce programme à l'échelle ouest-africaine, en mettant en réseau les partenaires suivants : Institute of African Studies, Université du Ghana, Legon ; Institut National des Sciences des Sociétés (INSS- CNRST), Ouagadougou ; Institut des Sciences Humaines, Bamako.

Trois thématiques seront au cœur des recherches, enseignements et formations :

- i) le panafricanisme comme patrimoine culturel à diffuser
- ii) le balafon, à partir de l'ouvrage de Konomba Traoré, trésor humain vivant du Burkina Faso

- iii) les langues africaines et la traduction (localisation, transfert des savoirs et techniques dans les langues africaines).

Ce programme offre l'opportunité d'explorer ces thématiques liées à différents terrains et terroirs, en impliquant les acteurs issus de couches sociales et professions différentes. Il permet de revaloriser les ressources culturelles du continent, notamment sur la base de la Charte de la renaissance africaine adoptée il y a dix ans, en mobilisant les scientifiques, artistes, activistes et usagers pour concevoir et mettre en œuvre un ensemble d'interventions étroitement liées.

Dans cette veine, la pratique « langue et traduction » sera examinée à travers l'utilisation des langues nationales dans les TIC, l'impact sur l'accès populaire aux ressources numériques et les indices de transformation socioculturelle qui s'en dégagent.

## *2.2 Enseigner la localisation de logiciels en langues africaines*

*« Les logiciels informatiques sont souvent créés pour communiquer avec l'utilisateur dans une langue donnée, telle que l'anglais. Pour qu'un logiciel puisse être utilisé par des gens qui parlent une langue différente, il faut que les messages du logiciel soient traduits. Ce processus figure au cœur de la localisation de logiciels. La localisation désigne tous les changements effectués pour adapter un produit à une autre langue, un autre pays, une autre culture ou même une législation différente ».*

**Friedel Wolff**, La localisation au service d'un changement durable

Cette définition provient du manuel spécialement élaboré par le Réseau africain pour la localisation comme référence de base pour les acteurs de la traduction des interfaces et contenus numériques dans les langues africaines et leur adaptation aux contextes socioculturels des pays et régions donnés. Ainsi, de prime abord, l'intégration de ces langues dans les nouveaux médias engage une approche critique qui promeut une participation active et créative des acteurs africains.

On le sait, la traduction de documents est un processus complexe qui engage plus que la bonne maîtrise d'une langue ou plusieurs. La traduction professionnelle est ainsi un processus créatif qui repose sur une connaissance intime des nuances propres à chaque langue. Certaines techniques s'apprennent, d'autres s'affinent avec l'expérience et la pratique.

Par ailleurs, la traduction de l'interface d'un logiciel est encore plus exigeante, dans la mesure où il faut non seulement traduire des mots et expressions, mais également modifier beaucoup d'autres éléments : par exemple, les formats date/heure, signes de ponctuation, systèmes de mesure, monnaies officielles et images illustratives d'un pays ou d'un espace culturel.

La localisation inclut ainsi tout le processus de traduction et d'adaptation dont le résultat est une interface dont l'utilisateur comprend la langue et reconnaît le langage ou système de signes. Aujourd'hui, il est courant de voir un seul logiciel distribué dans plus de cinquante langues. Le navigateur Firefox de Mozilla sort dans plus de 80 langues.

Ainsi, la localisation représente de nos jours une industrie en plein essor, créatrice d'emplois qualifiés et bien rémunérés. Elle est enseignée dans des filières de formation interdisciplinaire.

La localisation en langues africaines présente deux facettes. Il existe depuis des années un nombre important de projets initiés dans différentes langues, mais très peu d'entre eux sont menés à bout. Le mouvement s'amorce à partir des années 2000, et pour la plupart en Afrique du Sud où les onze langues officielles vont intégrer les interfaces de distributeurs de billets de banque et de logiciels gratuits ou commerciaux. Un effort conséquent a été également consenti pour produire des polices adaptées aux alphabets locaux et même des claviers physiques et virtuels pour faciliter l'écriture de ces langues. Dans ce sens, l'approche holistique adoptée par l'Afrique du Sud en fait un modèle pour les autres pays du continent.

En effet, au milieu des années 2000, la création du Réseau africain pour la localisation va servir de déclic déterminant. Le noyau comprend alors des équipes de programmeurs et développeurs, principalement d'Égypte et d'Afrique du Sud, qui se donnent une mission sociale à l'échelle régionale : intégrer les langues du continent dans les TIC. Ils fondent ainsi trois structures complémentaires : une compagnie de traduction de documents et logiciels (Translate), une fondation pour la formation à la programmation informatique et aux métiers du numérique (Zuza Software Foundation) et une association de promotion de la localisation de logiciels à travers l'Afrique (African network for localisation/ Réseau africain pour la localisation-Anloc). Grâce à un financement substantiel du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Anloc lance en 2009 un ambitieux programme de formation pour établir un cycle d'apprentissage pratique à travers des ateliers de formation débouchant sur la participation aux projets de traduction en cours.

Il culmine en 2010 en une série de formations en anglais (Accra), français (Bamako) et arabe (Le Caire). Pour structurer davantage le programme, un guide de localisation est rédigé par l'équipe scientifique et traduit en français, arabe et espagnol.

Ainsi, le 22 mars 2011, cinq autres langues africaines (akan, luganda, songhay, sepedi/sotho du nord et zulu) vont s'ajouter à l'afrikaans, jusque-là la seule langue africaine disponible sur le navigateur Firefox, le logiciel le plus volumineux du lot. Le nombre atteindra douze en 2012.



Le réseau connaît alors une phase d'intense activité avec des rencontres interrégionales à travers le continent (Accra, Nairobi, Addis Abeba, Alexandrie et Johannesburg) et le recrutement de bénévoles pour participer aux projets de traduction. Cette mobilisation a un effet positif immédiat sur la présence des langues africaines dans différentes interfaces de logiciels. Par exemple, entre 2011 et 2012, le nombre de langues africaines dans Firefox passe de six à douze. Il est retombé à cinq depuis ! Le recul est en partie lié à l'inactivité d'Anloc suite au tarissement du financement canadien qui a supporté le programme de formation et de mise en réseau.

Les initiatives restantes sont souvent isolées et intermittentes. C'est un paradoxe, car même temps, grâce à la téléphonie et l'internet mobiles, l'informatique et le numérique connaissent un essor exponentiel à travers le continent. Mais la croissance spectaculaire dans le secteur se limite à l'acquisition d'appareils et la consommation de contenus « importés ». Le manque de production locale illustre l'énorme écart entre la pénétration numérique et la base de compétences sur place. Il interpelle également les responsables des départements et multiples structures chargés de la promotion du numérique dans les pays africains. Le présent programme offre un cadre de concertation et de prise d'initiative mettant en lien les acteurs publics, privés, académiques, artistiques et culturels pour créer des ressources adaptées aux cultures et langues de la région. Il devrait permettre à moyen terme un enracinement plus profond de la culture numérique en Afrique.

En 2015, à l'occasion de la journée nationale consacrée au Sommet mondial sur la société de l'information, le ministère malien de l'Économie numérique retient, parmi les initiatives citoyennes invitées, un atelier de deux jours pour initier un groupe de 25 participants aux techniques de traduction des interfaces de logiciels (15-16 mai 2015). Un second atelier sera organisé les 5-6 octobre 2015. Chose imprévue, les deux manifestations accueilleront des participants venus du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. L'organisation a bénéficié du soutien technique de la Fondation Mozilla (USA), de Translate House (Afrique du Sud) et du Laboratoire de systèmes d'information répartis de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse). Mozilla va dédier un forum électronique officiel au réseau ouest-africain en voie de construction. Il compte à ce jour près de 50 membres.

La seconde rencontre, en octobre 2015, a également vu la participation des responsables de l'Académie Africaine des Langues (ACALAN) et de l'Académie Malienne des Langues (AMALAN) qui se sont réunis avec les organisateurs et les participants du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire pour mettre en place un groupe de travail transfrontalier en vue d'élaborer un programme de formation continue au niveau régional. Cet effort nécessite une forte coopération interministérielle dans chaque pays. Les départements chargés de l'éducation de base, de l'enseignement supérieur, de la culture et de l'économie numérique seront impliqués et la coopération sera élargie à l'ACALAN, aux autorités nationales des langues et aux bureaux de l'UNESCO dans les pays respectifs.

Avec des relais directs au niveau de l'AMALAN (Mali), de l'INSS (Burkina Faso) et de l'ILA (Côte d'Ivoire), le groupe s'est fixé comme objectif la mobilisation des linguistes, informaticiens, artistes, rédacteurs, illustrateurs et distributeurs de contenu numérique pour élargir la base de connaissances et de pratiques combinant les TIC, le savoir local et les pratiques culturelles sur place. L'ancrage universitaire du réseau régional de formation en localisation permettra d'impliquer de jeunes chercheurs dans des pratiques interdisciplinaires sur la durée.

La plateforme ouest-africaine s'inspire de l'expérience récente d'Anloc pour explorer les dynamiques langagières autour de la localisation, la problématique de l'accès populaire ou universel aux interfaces et contenus numériques, à travers un effort soutenu de traduction et d'adaptation de ressources nouvelles dans les langues nationales. Elle suit avec intérêt la politique de modernisation et d'instrumentation des langues véhiculaires transfrontalières soutenue par l'ACALAN. Ainsi, trois langues nationales, si possible transfrontalières, seront choisies dans chaque pays. L'implication des chercheurs assure la continuité dans l'acquisition et l'application des compétences acquises. L'utilisation du savoir-faire technique et même des

« produits » de la localisation sera un domaine d'investigation clé pour les sciences humaines et sociales : sociolinguistique, anthropologie sociale, transfert de technologies, humanités numériques, études de la musique, etc.

La plateforme envisage la mise en place d'une structure légère pour le suivi pédagogique et scientifique des jeunes chercheurs qui seront recrutés dans le cadre de ce programme de recherche-action, en partenariat avec des institutions et organisations leaders basées en Afrique du Sud et ailleurs en Afrique, en Inde, Irlande, aux Pays-Bas, Pays de Galles et en Suisse.

## ANNEXE

### **The Niger Bend Institute**

More than a geographical site, the Niger Bend is a social formation born in the 8<sup>th</sup> century with medieval Ghana, a state whose southern border coincides roughly with contemporary Saint-Louis region and northward the west of contemporary Mauritania.

The birthplace of historical spaces of West African Sahelian empires such as Mali and Songhay in the north, and Southern kingdoms such as the Mossi and Ashanti (in nowadays Burkina Faso and Ghana), it coincides roughly with ECOWAS (Economic community of West African States) but with strong historical and multifaceted ties with Morocco, Mauretania, Chad...

We must not forget that the progressive “Casablanca Group” was the inspirational basis for pan-Africanism.

Until today these spaces have been shaped by the drive of human beings, shared values and beliefs, goods, to the coast and the export of material and immaterial goods from the coastal south to Sahelian regions, creating the basis for multiform hybridities, that is all the more needed as national and human securities are threatened by extremism and terrorism.

This is particularly the case for food consumption, music and imported goods arriving through the ports of Tema (Ghana), Abidjan (Côte d’Ivoire), Lomé (Togo). Kumasi, Gao, Mopti could be considered as ports in the “hinterland”.

Merchandises are cultural products and there should not be a clear-cut opposition.

For instance the flux of French speaking West African students and business (wo)men into English speaking Ghana is growing every year. Students and professional come to learn English or be trained in technical schools which are lacking in the French inspired educative system of Burkina Faso and Mali. They find better material conditions on the campuses and higher schools of Accra or Abidjan.

Also since the post-electoral crisis in Côte d’Ivoire (2010-2011), next to the voluntary massive periodical migration, one can witness a de facto forced migration characterized by the influx of pro-Gbagbo refugees in Accra, thus making the French-speaking African diaspora in Ghana one of the most cosmopolitan in West Africa, as in Côte d’Ivoire. One must underline that Ghana is formally an English-speaking enclave surrounded by French-speaking countries and those inherited linguistic constructions repress the circulation and connection of lifeworlds, kinship and professional relations.

Our team will contribute to the analysis of the patterns of these migrations and assess how they depart from or reproduce the old Sahel-Coast migration (the “Kumasi road”, the Marrakech road, referring to the regional market-city of Kumasi in Ghana).

As regards language policy, whereas Mali and Burkina Faso in their “revolutionary” episodes (Modibo Keita and Thomas Sankara’s regimes) tried to connect politically respectively with pan-Africanism Ghana, sharing pedagogical abilities and capacities whether in French or English was not the issue, because applying postcolonial progressive pedagogies has always meant taking into account African languages at school, just neglecting new patterns of knowledge circulation.

The team will address the issue through the important challenge posed by the absence of academic exchanges as was the case in “medieval” Gao or Timbuktu when scholars from the whole sub-region, including Northern Ghana, visited their universities.

Most important a decolonial approach will bring us to a bolder acknowledgement of African languages, or the potential for English-French conversations in the public, academic and cultural spaces.

The first institutional partners will be targeted for cooperation in order to infuse alternative ways of using art and language creativity in the public and academic spaces.

Budget

P.M